La «Blitzkrieg» de la Russie en Crimée: prélude sans effusion de sang à un conflit de grande ampleur avec l'Ukraine?

Description

Son intervention en Crimée a permis à la Russie de neutraliser des matériels militaires ukrainiens et de contrôler l'ensemble de la presqu'île. Alors qu'un conflit russo-ukrainien de plus grande ampleur reste possible, Kiev ne peut même pas mener une guerre conventionnelle limitée.



La rapidité de l'intervention russe en Crimée[1] a placé l'Ukraine autant que la communauté internationale devant un *fait accompli*. L'opération a quasiment été menée en une nuit, du 1er au 2 mars, et sans incident majeur. Si les tensions régionales s'amplifiaient, l'Ukraine se trouverait dans une position stratégique hautement désavantageuse pour mener une campagne militaire, même limitée, contre la Russie.

Les déterminants d'une confrontation militaire russo-ukrainienne

Dans l'éventualité d'une confrontation avec la Russie, l'armée ukrainienne serait très désavantagée. Elle est plus petite[2], moins bien entrainée et son équipement est plus obsolète. D'importants postes de commandement et de contrôle seraient aussi les premières cibles des unités de Spetsnaz et de frappes de missiles. Les officiers de l'Armée ukrainienne pourraient bien être divisés dans leurs préférences, à l'instar de l'amiral Bérézovski: nouvellement nommé commandant de la marine ukrainienne le 1er mars, il a changé d'allégeance en faveur des nouvelles autorités pro-russes de Crimée le lendemain. Moscou a aussi un net avantage dans le domaine du renseignement, qu'il s'agisse de collecte par des sources humaines ou de l'interception de communications. Il faut garder à l'esprit que l'implication de la Russie se déroulerait, selon toute vraisemblance, dans un climat de guerre civile. Aussi la Russie ne combattrait-elle pas *de facto* l'Ukraine, mais viendrait-elle plutôt en appui aux factions pro-Ianoukovitch et pro-russes. Une grande mobilisation véritablement nationale contre Moscou reste donc improbable.

L'Ukraine devrait faire face aux forces russes sur plusieurs fronts. À l'Est, à travers la frontière avec la Russie même; au Sud, depuis la mer Noire et les bases militaires russes nouvellement renforcées en Crimée; au Nord, en provenance du Bélarus, le plus proche allié de la Russie[3], et sur le flanc Sud-Ouest de la part des forces restantes de la 14ème armée russe stationnées en Transnistrie. Il y aurait aussi de multiples poches de résistance pro-russes, constituées de milices locales et de déserteurs des forces militaires ukrainiennes, principalement dans les régions de l'Est et du Sud. Enfin, le Dniepr ferait obstacle à la projection de puissance de l'Ukraine occidentale vers la partie orientale du pays[4].

Le socle combattif de la Marine ukrainienne est assez restreint car composé de vaisseaux datant de l'ère soviétique, de quelques corvettes et d'un seul sous-marin de type Foxtrot, vieux de 40 ans. Des médias ont rapporté que la marine russe a déjà bloqué certains de ces bâtiments en rade dans leurs bases en Crimée. En cas de conflit, la marine a peu de chances de jouer un rôle notable.

Malgré cette situation très avantageuse, la victoire de Moscou dans une confrontation militaire de grande ampleur aurait un coût. L'armée de terre ukrainienne, renforcée par les réservistes et les milices locales loyales au nouveau gouvernement, pourrait compter des dizaines de milliers de soldats et se trouver en position de s'engager dans des combats irréguliers à grande échelle, voire de défier les troupes russes dans une guérilla urbaine prolongée. L'armée de l'air et la défense aérienne de l'Ukraine seraient des facteurs potentiellement importants. La force aérienne, même si elle s'appuie sur des avions de combat Mig-29 et Su-27 assez obsolètes, est relativement conséquente. Le système de défense aérienne est composé de plusieurs solides batteries de missiles anti-aériens soviétiques modernisées (comme

les S300, Buk-M1 et Tor).

D'un autre côté, il est peu probable que les pays de l'OTAN apportent leur soutien militaire à Kiev. L'ambassadeur américain en Pologne a fait savoir par exemple que le Mémorandum de Budapest[5] n'entraînait aucune obligation légale pour les États-Unis de défendre l'Ukraine, déboutant ceux qui espéreraient une implication militaire directe des États-Unis. Jusqu'ici l'OTAN n'a émis qu'un communiqué mitigé.

La «guerre éclair» russe en Crimée

Le contrôle russe sur la Crimée résulte largement d'un *fait accompli*. Déjà solide, le contingent d'infanterie navale déployé avec la Flotte russe de la mer Noire a été renforcé par ce qui a tout l'air de forces spéciales et de forces aéroportées supplémentaires. Certains journalistes ont fait état de l'arrivée de centaines de volontaires pro-russes dans la région[6]. En outre les milices locales recrutent parmi les Russes ethniques, qui représentent près de 60% de la population de la Crimée.

Fournir un soutien aux troupes d'intervention et les renforcer est assez aisé pour Moscou, surtout grâce à la proximité du District militaire Sud[7], dont les troupes sont aguerries, mobiles et bien équipées. La proximité géographique sera aussi utile pour établir une supériorité aérienne et navale dans la région, ce qui facilitera à son tour la sécurisation des lignes de ravitaillement russe à la Crimée.

Quant aux forces terrestres ukrainiennes, leur présence en Crimée était assez limitée dès avant la crise actuelle, en termes d'effectifs autant que d'équipement lourd; aucune des brigades mécanisées ukrainiennes n'a été stationnée dans la région par exemple. La plupart des unités, encerclées dans leurs bases, ont été neutralisées. Certains soldats ont fait défection et rejoint les rangs pro-russes mais le nombre de défections est probablement moindre que ne l'indiquent les médias russes. Des confrontations se poursuivent en plusieurs endroits.

Les capacités de défense aérienne de l'Ukraine en Crimée ont déjà été dégradées. Les forces russes exercent un contrôle tactique de plusieurs unités anti-aériennes. La grande base aérienne de Belbek a aussi été neutralisée. Le contrôle de nombreux moyens militaires au niveau local, la proximité de ses propres bases aériennes, les capacités anti-aériennes de la Flotte de la mer Noire et l'équipement supplémentaire de défense aérienne apporté par la force d'intervention donnent pour l'heure à la partie russe une supériorité indéniable dans les airs dans la région. Comme il a été décrit plus haut, la Marine ukrainienne semble largement neutralisée et clairement incapable de tenir tête aux forces russes ou d'imposer un blocus à la Crimée.

La situation militaire ne laisse à Kiev que le choix d'une réponse asymétrique. Parmi les atouts que Kiev a encore en main figurent potentiellement les Tatars de Crimée, qui se sont jusqu'ici ouvertement opposés à l'intervention russe. Leur importance dépasse de loin leur contribution militaire potentielle *via* des groupes de milice organisés. Une confrontation directe entre Russes et Tatars, surtout si elle faisait un grand nombre de victimes, provoquerait sûrement une ferme réaction anti-russe de la part de la Turquie[8].

Une opération militaire au sol pour reprendre la région entraînerait un risque accru de guerre totale, des pertes substantielles et une grande probabilité de défaite pour Kiev. Le blocus de la Crimée n'est pas une solution viable non plus, compte tenu d'atouts en mer insuffisants et du contexte difficile pour ses forces aériennes. Une intervention militaire internationale, à l'appui d'opérations offensives ukrainiennes, est très improbable.

Moscou continuera d'augmenter sa présence militaire en Crimée. Si les forces russes étaient repoussées ou faites prisonnières, ce serait une honte pour V.Poutine. Le principal défi sera de mettre fin au siège des bases militaires sans effusion de sang. La garantie de la fourniture de services publics est un autre problème qu'il sera potentiellement crucial pour Moscou de gérer, dès lors que la Crimée dépend pour l'essentiel de l'Ukraine pour se procurer eau courante et électricité.

Scénarios possibles

Le *statu quo* est, en gros, le scénario le plus probable. La Russie conservera le contrôle de la Crimée sans rivalité militaire directe du côté de Kiev. Le référendum d'autodétermination du 16 mars, remporté par le camp pro-russe, conduira à la sécession formelle ou *de facto* de la république, soutenue par la lourde présence militaire russe.

Le reste de l'Ukraine restera calme car les enjeux ont grandi exponentiellement; l'escalade du conflit interne comporte une vraie menace de guerre civile, susceptible d'entraîner une intervention russe encore plus massive. La campagne pour l'élection présidentielle anticipée, prévue le 25 mai prochain, opposera d'anciens leaders de l'opposition. Pour gagner, tout candidat devra remporter les voix des régions de l'Est, ce qui implique de prendre ses distances avec les radicaux occidentaux et de se montrer plus accommodant envers les segments pro-russes de la population. Cela déboucherait probablement sur de la démocratie dysfonctionnelle, ce qui est un moindre mal par rapport à une guerre civile.

Le scénario pessimiste commencerait par une confrontation armée en Crimée et dont l'issue serait une défaite des troupes ukrainiennes. Simultanément, les milices pro-russes, avec le soutien de Moscou, tenteraient de prendre le contrôle de l'Ukraine orientale. Le sang coulerait et les troupes russes lanceraient probablement une intervention à grande échelle, confinée initialement aux régions majoritairement pro-russes ou dont la population n'est du moins pas ouvertement hostile. L'essentiel du centre et du sud du pays en seraient totalement déstabilisés. Le Dniepr constituerait un obstacle logistique majeur à toute offensive que les forces ukrainiennes pourraient tenter de conduire depuis l'Ouest. Ainsi la Russie consoliderait-elle finalement ses acquis à l'Est, ce qui aboutirait à partitionner l'Ukraine *de facto* le long du fleuve Dniepr.

La probabilité d'une invasion totale russe conduisant à l'occupation militaire de l'ensemble de l'Ukraine demeure infime. En raison du risque que s'éternise une situation de guérilla, le coût induit par la prise de contrôle de l'ouest du pays, un environnement bien plus hostile, serait plus élevé. Le retrait des troupes russes de Crimée et le rétablissement du *statu quo* post-Ianoukovitch serait un scénario tout aussi improbable. Le conflit se poursuivra car il n'existe aucune solution immédiate qui satisferait aussi bien Kiev que Moscou. La Crimée fera sécession et sera très probablement perdue à jamais pour l'Ukraine. Moscou s'arrogera ainsi un instrument supplémentaire, comme en Transnistrie, pour déstabiliser les régimes politiques de son «étranger proche»[9].

Notes :
[1] Andrzej Wilk, "Rosyjska interwencja wojskowa na Krymie" [L'intervention militaire russe en Crimée], *Osrodek Studiow Wschodnich*, 5 mars 2014 (dernier accès le 12/03/2014).
[2] Jonathan Marcus, "Ukraine: The military balance of power", *BBC.com*, 3 mars 2014 (dernier accès le 12/03/2014).
[3] Aliaksandr Loukachenka pourrait ne pas vouloir utiliser les propres forces du Bélarus pour attaquer l'Ukraine, cependant le territoire bélarusse serait probablement utilisé pour les forces aériennes et les Spetsnaz russes.
[4] Le Dniepr est l'un des plus grands fleuves d'Europe: en maints endroits sa largeur dépasse 500 mètres. Comme l'a montré la Bataille du Dniepr en 1943, il constitue un formidable obstacle naturel à la conduite d'opérations militaires.
[5] Le Mémorandum de Budapest, signé en 1994 par la Russie, les États-Unis et le Royaume-Uni, fournissait des garanties de sécurité à l'Ukraine en échange du renoncement par Kiev à son arsenal nucléaire hérité de l'URSS.
[6] "Nerwowo na Krymie. Kozackie oddziały wspierają Rosjan" [Tensions en Crimée. Les troupes cosaques soutiennent les Russes], *Dziennik.pl*, 7 mars 2014 (dernier accès le 12/03/2014).
[7] Le District Sud, dont le QG est à Rostov-sur-le-Don, a été très impliqué dans les opérations militaires dans le Caucase, y compris la guerre avec la Géorgie en août 2008.
[8] «Turkey will continue to protect Crimean Tatars' rights, says Davutoglu», *todayszaman.com*, 7 mars 2014 (dernier accès le 15/03/2014).
[9] Sur cette notion, voir le dossier dirigé par Sophie Tournon, «La Russie et son 'étranger proche'», *Regard sur l'Est*, 15 décembre 2010.

Texte traduit de l'anglais par : Anaïs Marin.

Vignette : Exercices d'artillerie sur le terrain, Ministère ukrainien de la Défense, mars 2014.
www.mil.gov.ua/index.php?lang=ua&part=news&sub=read&id=32980

* Doctorant en géographie, Université de Finlande Orientale.

date créée
17/03/2014
Champs de Méta
Auteur-article : Adam KLUS*